

La deuxième session du huitième parlement vient de s'ouvrir à Québec. Elle sera importante, car le gouvernement est appelé à continuer, sinon à compléter la tâche que le peuple lui a imposée de rétablir l'équilibre dans nos finances provinciales. Elle sera importante encore, parce que le gouvernement devra changer ou améliorer le système de taxation défectueux et injuste qu'il a adopté l'an dernier. Elle sera importante surtout parce que, pour la première fois depuis longtemps, le peuple saura quels sont les revenus sur lesquels le trésor provincial peut compter, quelles sont les dépenses qu'il ne peut supprimer, et dans quelle position financière exacte nous nous trouvons.

Personne ne contestera l'extravagance du régime Mercier. Les libéraux eux-mêmes sont les premiers aujourd'hui, (malgré une réduction d'un demi-million par an déjà faite par le gouvernement), à réclamer "plus d'économie." J'avoue qu'à mes yeux, un gouvernement qui, dès son arrivée au pouvoir, diminue la dépense annuelle d'un demi-million sourit assez à mes idées d'économie. J'avoue, de plus, que mon esprit devient radieux quand ce même gouvernement annonce, pour sa seconde année, une économie additionnelle d'un autre demi-million. Sous ce rapport, je ne puis donc trouver quoi que ce soit à reprocher au cabinet provincial.

Vient maintenant la question des taxes. Le gouvernement paraît indécis sur ce qu'il va faire. Il va d'abord tâter le pouls de la chambre, et ensuite il essaiera de trouver la solution la plus acceptable à la majorité de la population. Il faut admettre que c'est assez difficile d'imposer, pour la première fois, la taxe directe à un peuple qui n'en veut pas. Il faut du courage, non pas le courage qui conduit, sans broncher, à la guillotine, mais le courage habile, diplomatique, qui fait tirer le meilleur parti possible d'un état de choses absolument mauvais.

Les ministres actuels ont une jolie chance d'être renvoyés par le peuple à la prochaine occasion. Pourquoi?... C'est triste à dire, mais c'est parce qu'ils lui font du bien. Alors, le plus sage parti pour eux est de continuer à faire du bien au peuple, mais de manière qu'il s'en aperçoive le moins possible. Le moyen sera de faire peser la taxe plus également sur tous et de diminuer le fardeau des uns en le répartissant sur les autres.

Une taxe générale, de un dixième de un pour cent, sur la propriété foncière et mobilière rapporterait un million et demi par an. Avec cela, il suffirait de dix ans pour nous placer dans une position financière magnifique.

Le gouvernement provincial devrait imposer une taxe de \$10 par tête à tout homme non marié ayant plus de trente ans et retirant, en salaire ou revenu, ou en salaire et revenu, plus de cinq cents piastres par an.

Cette taxe directe sera une prime indirecte offerte au mariage, et—souvent—à la vertu. Je suis en mesure d'affirmer que cette taxe rapportera \$50.000 par an.

Le *Canadien* est l'organe personnel de M. Tarte. Ce n'est pas l'organe du parti libéral à Montréal, bien qu'il nage, en ce moment, à pleines voiles, dans les eaux du libéralisme.

M. Tarte est une personnalité trop en évidence pour

que le *Canadien* représente autre chose que les vues de son rédacteur en chef. C'est, d'ailleurs, toujours le cas, — et il est bien qu'il en soit ainsi, — quand un journal est sous la direction d'un homme qui pense pour lui-même et qui n'accepte pas les inspirations du dehors. Le public ne s'en porterait pas plus mal et serait bien mieux dirigé si les journaux, au lieu d'être les organes des partis, étaient, un peu plus souvent, les organes des hommes éminents.

Au banquet de la chambre de commerce de Toronto, M. Laurier a fait une excellente impression. Son discours a été admirable comme tact, comme esprit, comme éloquence. Les journaux libéraux et conservateurs de Toronto ont rendu à M. Laurier un tribut d'hommages dont je suis heureux de me faire l'écho dans *l'Opinion Publique*.

J'extraits les passages suivants de son discours :

"Il est vrai que les peuples des deux provinces sont de races différentes et qu'entre ces deux races, il y a des divergences tellement radicales qu'il est inutile de chercher dans l'une les caractères saillants de l'autre. Je lis souvent dans les journaux d'Ontario que les gens de Québec manquent d'esprit d'entreprise ; voilà un reproche que, parlant devant une assemblée d'hommes d'affaires, je voudrais réfuter.

"Je vous concède immédiatement que, dans l'art de faire de l'argent, nous, gaulois, nous ne saurions concourir contre vous, les anglo-saxons ; mais, messieurs, je réclame la supériorité sous un rapport. Lorsque Charles Lamb était clerc dans le bureau des Indes, comme il n'était pas, paraît-il, un modèle de diligence, un officier supérieur de son département le réprimanda en ces termes : " Monsieur, avez-vous remarqué que vous êtes toujours le dernier arrivé, le matin ? — Cela peut être, répondit tranquillement Lamb, mais vous avez sûrement remarqué que je suis toujours le premier parti le soir."

"Vous répondant dans le même esprit, je vous dirai que, si nous ne pouvons vous égaler dans l'art de faire de l'argent, nous vous sommes bien supérieurs dans le grand art de le dépenser. Mais, messieurs, qu'est-ce, après tout, que l'esprit d'entreprise ? Quel est son objet ? Considéré séparément, cet objet est, sans doute, l'accumulation de la richesse ; mais qu'est-ce que la richesse, et qui est riche ? Voilà, certes, une question qu'on ne doit pas demander dans la grande cité de Toronto. Vous avez vos idées là-dessus ; on me dira, par exemple, que celui qui a un compte à la banque de Toronto, sur lequel il peut tirer *ad libitum*, est considéré riche, — et je ne dirai pas le contraire. On me dira aussi que celui qui possède de la propriété foncière sur une de ces rues spacieuses, larges et bien tenues qui donnent du cachet à votre ville peut se dire riche ; je ne le conteste pas. Mais dans notre province, nous avons nos idées, nous aussi, et nous regardons comme riche celui qui est satisfait de ce qu'il possède.

"Voilà pour ce qui me regarde en tant qu'homme et que politicien. Je me suis efforcé de me convaincre de la sagesse de cette maxime et de croire, comme autrefois le poète latin, que la richesse modérée est la richesse suprême. A ses amis, qui l'engageaient à tenter de plus grands efforts, il répondait : " Pourquoi échangerais-je mon petit avoir contre une richesse plus grande qui m'apporterait plus d'ennuis ? " Richesse plus grande, ennui plus grand ! Je suis sûr qu'aucun homme d'affaires de Toronto ne craindrait cette épreuve : — sous ce